Séance : ***la protection des démocraties*** – **état d’urgence et législation d’exception**

Sujet de la réflexion : « l’état d’urgence est-il une entrave à nos libertés ? »

Notion d’action préventive, d’intérêt général...politique sanitaire, lutte contre le terrorisme...

**Activités :**

1. Réalisation d’un **dossier thématique** (deux séances de recherches au CDI ou salle Informatique) sur le sujet présentant

* Définition de l’état d’urgence (en distinguant risque terroriste et risque sanitaire) et rappel historique de l’utilisation de ce dispositif juridique d’exception
* Objectifs visés par l’état d’urgence
* Moyens mis en oeuvre
* Limites (controverses et débats sur son utilisation)

Attentes du dossier :

* Typographié et imprimé
* Utilisation de sites institutionnels
* Utilisation de médias (analyse des points de vue et des enjeux du débat en distinguant la presse grand public, la presse d’opinion, articles d’éditorialistes...)
* Utilisation de communication de partis politiques, d’associations de citoyens...

1. Rédaction **d’un discours soutenant un point du vue argumenté** (une séance en classe)traitant l’un des deux sujets suivants au choix :

**- L’état d’urgence est-il une entrave à nos libertés ?**

**- L'urgence sanitaire peut-elle s'accompagner d'une limitation provisoire et consentie des libertés publiques ?**

Remarques importantes : le dossier et le discours rédigé doivent être accompagnés d’une bibliographie et d’une sitographie indiquant les sources utilisées lors de la phase de recherche. Une attention toute particulière sera apportée aux sources utilisées lors de l’évaluation du dossier.

**Sitographie indicative**

**Définition de l’état d’urgence**

<https://www.gouvernement.fr/action/l-action-contre-le-terrorisme>: mise à jour juin 2021

<https://enseignement-moral-civique-pedagogie.web.ac-grenoble.fr/content/quest-ce-que-letat-durgence>: définition de l’état d’urgence

<https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/letat-durgence>: définition de l’état d’urgence

**État d’urgence sanitaire**

<https://www.vie-publique.fr/fiches/273947-quest-ce-que-letat-durgence-sanitaire>

<https://www.conseil-etat.fr/ressources/decisions-contentieuses/dernieres-decisions-importantes/conseil-d-etat-22-mars-2020-demande-de-confinement-total>

<http://www.revuedlf.com/droit-administratif/letat-durgence-sanitaire-droit-dexception-et-exceptions-au-droit/>

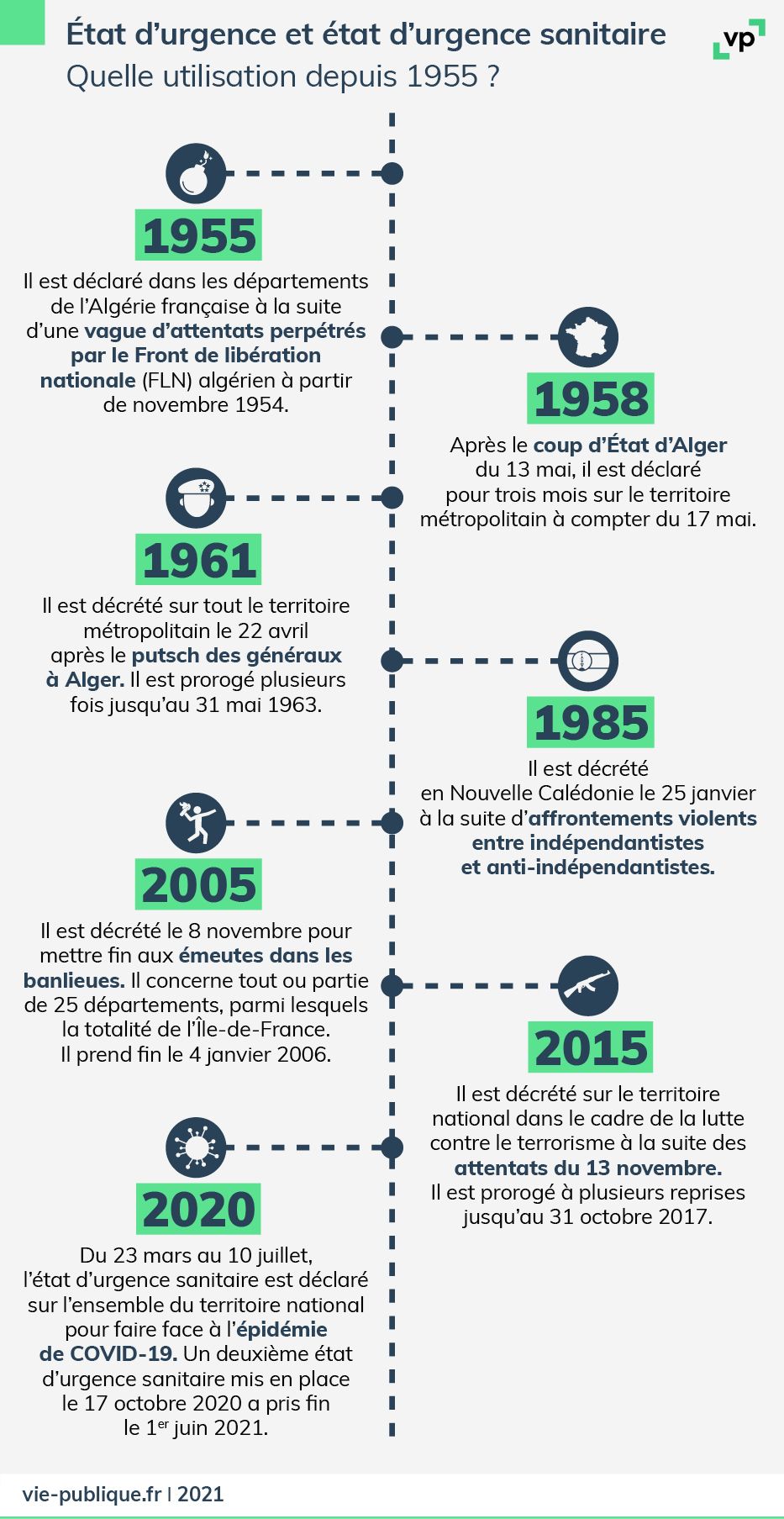
**Ce qui fait débat : l’état d’urgence controversé**

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/279542-les-etats-durgence-des-regimes-dexception-controverses>

<https://www.franceculture.fr/emissions/le-billet-politique/covid-19-le-virus-et-la-contagion-de-lautoritarisme>

<https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/coronavirus-ou-placer-le-curseur-entre-securite-et-libertes-publiques-181521>

<https://region-aura.latribune.fr/debats/expertise/2020-04-01/covid-19-comment-concilier-surveillance-et-respect-des-libertes-843606.html> (question du tracking : à comparer avec le cas de la Corée du Sud et de Taïwan cf documents complémentaires)



**Documents complémentaires**

* **Le modèle taïwanais de gestion de la pandémie**

Source : revue Atlantico.fr, 22 avril 2020

Atlantico est un site d'information français uniquement disponible sur Internet, qui a ouvert le 28 février 2011.  
Son nom est un mot-valise formé à partir des titres des sites américains The Atlantic et Politico. Directeur de la publication : Jean-Sébastien Ferjou (qui en est le co-fondateur)

A Taïwan, les opérateurs utilisent les données de localisation pour circonscrire l’épidémie. Cette politique et ce dispositif soulèvent des questions pour les données personnelles, les libertés individuelles et collectives.

Avec Emmanuel Lincot, Franck DeCloquement

**Atlantico.fr : Le modèle de tracking taïwanais est-il un modèle à suivre de tracking démocratique ? Est-il adaptable à la France ?**

*Emmanuel Lincot* : La question du « traçage » (en français) informatique correspond à un problème conjoncturel. Comment lutter avec efficacité contre la propagation du virus, et surtout enrayer une seconde vague de pandémie ? Taïwan, on le sait, a tranché en proposant à ses concitoyens un système d'"auto-surveillance participative". Formule un peu jargonneuse qui nous renvoie cependant à une réalité: le traçage a été mutuellement consenti par la population; chacun téléchargeant son application. Celle-ci n'a donc pas été imposée par le haut. Les individus ont donc été responsabilisés. Cela explique le succès de Taïwan à avoir très tôt enrayé la pandémie. Beaucoup sur l'île disent aussi que cette pandémie a été enrayée parce que Taïwan ne faisait pas partie de l'OMS. Fondamentalement, ce problème nous renvoie à un débat qu’avait provoqué l’historien des idées Isaiah Berlin en pleine guerre froide, savoir la distinction entre liberté positive et liberté négative. Cette distinction est plus que jamais d’actualité et elle oppose en Occident deux familles politiques. La première proche de l’idée de Droit désigne la possibilité de faire quelque chose en termes de réalisation de soi vis-à-vis des autres. La seconde, prône quant à elle une absence d’entraves. Voyez les scènes aux Etats-Unis de gens s’opposant au nom de la liberté individuelle aux contraintes du confinement.

Bref, il s’agit de trouver un juste milieu entre l’option toujours possible d’une négociation et à l’inverse, la réalisation d’une conception autoritaire de la liberté. Y sommes-nous prêts ? Cette crise est l’occasion de tester les ressorts de notre démocratie. Dans son essence la plus profonde, la démocratie est synonyme de conflits. Les dictatures, elles - et vous l’aurez remarqué - ont horreur des conflits. Elles ne savent pas les gérer autrement que par la répression, le silence et le mensonge. Voyez la Chine... Je suis plutôt rassuré de voir que notre pays saisit cette opportunité de la crise pour débattre, mettre le gouvernement devant ses responsabilités, lequel loin de vouloir rejeter le débat, explique, fait de la pédagogie en s’adaptant d’une manière assez souple à une pandémie mutante, et d’un genre totalement inédit.

Cela nous montre que notre démocratie est saine et solide. A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. Je pense qu’une majorité de Français peut l’entendre. Un sondage du 17 avril mené par Odoxa montre que les Français restent scindés sur la reconnaissance faciale (57 % pour; 47 % contre). En revanche, 79 % d'entre eux jugent que la France doit utiliser des caméras thermiques et 70 % considèrent que la France n'utilise pas suffisamment l'Intelligence Artificielle pour enrayer l'épidémie. Pourvu que ces mesures soient limitées dans le temps elles permettront aussi aux gens de reprendre le travail. Car le risque de notre situation est de faire prévaloir le tout sécuritaire alors que nous avons un impératif absolu de reprise économique.

**Nos libertés individuelles et collectives seraient-elles épargnées par un système de tracking de type taïwanais ?**

*Emmanuel Lincot* : Taïwan est aidée par sa culture confucéenne. Je m’explique : nous entendons souvent par « culture confucéenne » la rigidité normative d’un cadre dictatorial comme l’imposerait la propagande chinoise. A tort, car il existe un confucianisme populaire, humaniste, qui loin de vouloir sacrifier l’individu dans un indistinct collectif met au contraire la personne au centre de ses responsabilités morales. Bref, Taïwan nous démontre - si l’on pouvait encore en douter - que confucianisme et démocratie sont compatibles. Taïwan est en cela remarquable et est un exemple pour le monde libre. Toutefois, je reste convaincu que nous avons nos propres ressources. Elles sont à la fois spirituelles, morales et impérieuses. Qu’est ce que j’entends par là ? Nous devons absolument nous remettre au travail au risque d’alourdir considérablement le fardeau de nos dettes et d’aggraver la montée du chômage. Nous pouvons le faire dans le respect de tous et des priorités que nous aurons choisies.

*Franck DeCloquement* : Le traçage des données mobiles dans la lutte contre le nouveau coronavirus pose naturellement de très nombreuses questions, et fait l'objet de nombreuses critiques de la part d'élus de l'opposition. La majorité des critiques le concernant visent pour l’essentiel la privée des utilisateurs. Le tracking « taïwanais » que vous évoquez dans votre question est en place à Taiwan, mais dans un contexte local et culturel bien différent du nôtre. En Asie, la prévalence va traditionnellement au collectif, en Europe - et dans les pays latins de surcroît -, c’est au contraire la primauté de l’individualité qui prévaut. Dans la situation actuelle, de nombreux pays en Asie, mais également en Europe, ont déployé des solutions de tracking des individus via leur smartphone. D’autres utilisent plutôt le recours au GPS, au Bluetooth ou encore à la reconnaissance faciale pour ce faire : on le voit, les moyens techniques innovants sont très nombreux, pour des finalités de mise en place bien différentes.

L’application française sera-t-elle un succédané ou deviendra-t-elle un dérivé de ce qui a été déployé à Taiwan ? Nul ne le sait précisément à cette heure. Mais le gouvernement Français semble bien décidé à déployer le principe d’une « application de traçage des données mobiles » répondant au nom de « StopCovid », afin de lutter résolument contre la propagation du nouveau coronavirus dans la population hexagonale.

A Singapour, le gouvernement avait de son côté lancé le 20 mars dernier l'application « TraceTogether », qui fonctionne exactement sur le principe général que l’on sait avoir été retenu par « StopCovid ». L'application, envisagée par le gouvernement Français - pour ce que nous en savons - devrait permettre à chaque utilisateur d'être prévenu s'il a croisé une personne contaminée par le virus. Celle-ci fonctionnerait sur la base du « volontariat ».

Souvenons-nous des débuts de l'épidémie en France, quand il était encore possible d'aller et venir à sa guise sur le territoire national. Dans ce que les autorités appelèrent les stades « 1 et 2 », la stratégie pour freiner l'introduction du nouveau coronavirus sur notre territoire consistait à identifier pour l’essentiel les personnes contaminées, puis à retrouver et à retracer minutieusement tous les déplacements des personnes avec lesquels elles avaient été en contact rapproché. Ce qui permettait très logiquement de localiser les fameux « clusters » de la maladie, puis d’isoler tous ceux qui étaient susceptibles de la propager au reste de la population. « StopCovid » consiste donc à automatiser ce procédé initial, et à le déployer cette fois à très grande échelle. Et ceci, dans la perspective du prochain déconfinement. Chacun de nous pourra installer une application créée par le gouvernement, qui va enregistrer en continue les contacts que nous avons avec les personnes que nous croisons quotidiennement. Et si l'une d'entre elles était d’aventure identifiée comme étant positive au nouveau coronavirus, nous recevrions alors une alerte nous invitant à rester chez nous et à nous faire dépister rapidement afin de ne pas propager à notre tour le virus. Sur le papier, la logique est imparable et cohérente : seules les personnes malades ou susceptibles de l'être resteraient confinées à leur domicile, les autres pouvant continuer de vaquer à leurs occupations.

Cependant, et sous la pression conjuguée des diverses oppositions, le gouvernement d’Edouard Philippe a finalement décidé mardi dernier que le débat sur le « tracking » à l’Assemblée serait bien suivi d’un vote. Celui-ci est d’ailleurs prévu le 28 avril prochain à l’Assemblée, et le 29 avril au Sénat. En l’occurrence, beaucoup pensent déjà chez les opposants au projet que rien ne pourra véritablement garantir l’anonymat total, ni même l’absence de détournement de la technologie envisagée par le gouvernement pour accompagner le déconfinement à partir du 11 mai prochain... Et nombreux sont ceux qui y voient l’indéniable émergence d’une « société de surveillance biotechnologique », utilisant comme prétexte, l’advenue soudaine du nouveau coronavirus, pour mordre sans vergogne sur les principes mêmes de nos libertés individuelles et collectives, et finalement, sur ceux de notre démocratie.

C’est en substance ce que soutient le PS qui se dit formellement opposé à ce projet. La présidente du groupe socialiste expliquant à cet effet que les élus sont « entre la circonspection et la franche réserve ». Les élus communistes sont eux aussi contre ce traçage en règle. Le Premier ministre a toutefois rappelé pour appuyer sa démarche et justifier son choix que c'est aussi grâce à ces outils de tracking, qui reposent en particulier sur l'utilisation des données personnelles des téléphones mobiles, « qu'un certain nombre de pays ont procédé à l'isolement très strict » des malades et de ceux qui avaient été en contact avec eux... Mais pour certains élus, il y a indéniablement de véritables risques pesant sur nos libertés individuelles, faute d’une confiance suffisante en l’exécutif aux commandes et à ses opérateurs aux avant-postes dans cette affaire.

Le gouvernement français et Apple ont par exemple engagé un bras de fer sur la question de la protection de nos vies privées à travers l’usage de nos données personnelles. Une bataille dans laquelle Apple défend paradoxalement la protection de nos données personnelles, contre l'État Français.

**Comment expliquer ce paradoxe ?**

*Franck DeCloquement* : Cela pose avant toute chose, la question de l'efficacité du dispositif qui sera mis en place. Est-ce que cela marche ? Comment fonctionnera au juste cette application de traçage numérique individuel ? A-t-on des raisons raisonnables de craindre pour notre vie privée compte tenu de la puissance d’analyse du prochain dispositif ? L’application « StopCovid » sera-t- elle seulement pleinement efficace ?

Ce que l’on constate, c'est que dans les pays qui ont fait reculer notablement l'épidémie de covid- 19, à l’image de la Corée du Sud par exemple, ce suivi existait très tôt et permettait de mettre instantanément en alerte les gens qui avaient rencontré des personnes contagieuses. Ce qui n'est pas si absurde quand on y réfléchit. Mais de nombreux obstacles techniques, politiques, sociaux et humains font planer le doute sur l'efficacité du même dispositif s’il était implanté en France, et sur son acceptation par tous... Car la pandémie de Covid-19 est à bien des égards et avant toute chose un problème d'information et de confiance dans les mesures prises par notre exécutif. Qui est porteur du virus au moment « T » ? Suis-je moi-même à portée de l’expiration d’une personne proche ou de plusieurs individus contaminés mais asymptomatiques qui feraient pourtant leur footing à côté de moi ? Qui l'a déjà ? Nos éventuels anticorps nous rendent-ils immunisés face au retour probable de la maladie avant l’hiver ? Si mon test est positif, comment puis-je alerter toutes les personnes qui ont été auprès de moi ? Et que devrais-je faire d'ailleurs dans ce cas précis, pour le communiquer efficacement aux personnes de mon entourage, dès lors que j’aurais cette connaissance à disposition ?

Pour que nos compatriotes consentent réellement à télécharger l’application « StopCovid », et à l’utiliser à bon escient, cela signifie aussi qu'ils doivent faire confiance aux intentions véritables de nos dirigeants qui disposeraient ainsi d’un certain nombre de nos data privées... La surveillance numérique dont nous parlons doit donc être en harmonie avec nos valeurs sociales et politiques. Notre « culture des données » dans l’hexagone est-elle à ce jour suffisante pour cela ? La question se pose...

À un extrême du spectre en matière d’approche digitale, il y a ce que l’on pourrait appeler l'approche américaine, bien qu'il s'agisse vraiment d'une caricature de la Silicon Valley et de son mélange idiosyncratique de « techno-utopisme » et de « libertarisme extrémiste ». Outre- Atlantique, les données de tous les utilisateurs sont généralement supposées être gratuites par défaut - pour une utilisation sauvage par le secteur privé. Des sociétés comme Apple, Google, Facebook et Amazon collectent les données personnelles afin d’optimiser les résultats de recherche, ou pour vendre de meilleures annonces à leurs clients. Le gouvernement ne peut disposer de ces informations spécifiques que s'il poursuit les méfaits d’un criminel ou de terroristes sur la toile, ou d’autres choses défini par la législation sur la sécurité nationale : y compris éventuellement peut-être, l’apparition subreptice d’un nouveau virus mortel. Autrement dit, une situation de force majeure comme la nôtre ! Un autre extrême est l'approche chinoise, autoritariste et confucéen. Ici, les données sont collectées par des sociétés « pseudo-privées » comme le géant Alibaba Group Holding Ltd. ou Tencent Holdings Ltd. Elles sont supposées appartenir à l'État et au parti. Ces informations comprennent tous les mouvements des personnes concernant leurs portefeuilles numériques, leurs températures corporelles et les analyses faciales de chacun. Tout cela peut être armé par les autorités pour réprimer des populations entières, comme les Ouïghours au Xinjiang. Mais ces moyens peuvent également être mobilisés contre une épidémie foudroyante comme celle du Covid-19.

Un autre extrême encore est aussi - peut-être - l'approche allemande, que je qualifierais de « techno-phobie post-traumatique ». Ici, les données sont supposées être intrinsèquement dangereuses et nécessitent donc une protection spéciale, et de haut niveau. Beaucoup en Allemagne imaginent aisément ce que la Gestapo nazie ou la Stasi est-allemande auraient pu faire avec de telles informations à disposition. Cela reste ancré dans les têtes. Les données personnelles appartiennent donc entièrement à l'utilisateur, qui doit y consentir activement chaque fois que quiconque, acteur privé ou public, souhaite instamment y avoir accès.

En Corée du Sud, par exemple, les développeurs privés ont rapidement créé des applications de recherche de contacts. Mais les autorités utilisent également des images de caméras de vidéosurveillance et de transactions par carte de bancaires pour suivre les mouvements et les rencontres de transporteurs potentiels. Et cela, y compris pour leurs rendez-vous privés dans des «motels de passes amoureuses»... Les personnes en quarantaine sont très surveillées via leurs téléphones mobiles, sous forme d'assignation à résidence. Les sondages montrent cependant que les Sud-Coréens approuvent ces mesures discrétionnaires. Mais dans les pays occidentaux comme les nôtres, cela ne passerait évidemment pas compte tenu de nos racines culturelles ou la prévalence de l’individuel est prioritaire sur le collectif. Nous l’évoquions précédemment. C'est pourquoi le modèle de données le plus performant au monde jusqu'à présent n'est pas celui de la Corée du Sud ou Singapour mais bien celui mis en œuvre à Taiwan. Faute d'un meilleur terme, on pourrait qualifier cette approche « d’auto-surveillance participative ».

Comme la Corée du Sud, Taïwan impose des quarantaines avec suivi des téléphones mobiles, et a aussi assemblé diverses autres bases de données gouvernementales, telles que les dossiers de voyage et de santé. Mais Taiwan et sa population ont ajouté une touche spécifique très particulière : l'ensemble du pays s'est volontairement associé au gouvernement pour créer un réseau protéiforme de bases de données, dans lesquelles l'information circule « de bas en haut » et « de haut en bas »... Pour créer de nouveaux outils « en ligne », mais aussi « hors ligne » pour

lutter contre le virus, les «hacktivistes»,(1) les développeurs et les citoyens ont collaboré activement avec le gouvernement. Un outil, par exemple, a empêché un gâchis sur les masques faciaux en cartographiant où se trouvaient les stocks, et en les affectant là où ils étaient le plus nécessaires compte tenue de l’urgence. En impliquant les gens dans les solutions, plutôt que de simplement leur dicter des politiques d’en haut, le processus est transparent et inspire confiance, voire même fierté et civisme.

Mais ce modèle est-il pour autant exportable chez nous ? Rien n’est moins sûr... En France, nous devrions insister pour comprendre ce qui adviendra de nos informations ainsi récoltées, et pour combien de temps au juste ! Mieux encore, comme à Taiwan, nous devrions participer en premier lieu à la capture, à la protection et à l'utilisation de nos données recueillies par l’Etat. Après tout, elles sont à nous ; et nous les partageons juste temporairement pour nous protéger et protéger les autres contre le Covid-19. L’équation est en somme assez simple.

(1) Un « hacker » est un pirate informatique

Le mot « hacktivisme » (mot-valise, contraction de hacker et activisme) est une forme de militantisme utilisant des compétences du piratage informatique dans le but de favoriser des changements politiques ou sociétaux.  
Le mot « hacktivisme » est parfois ambigu sur le type d'activités qu'il comprend, certaines définitions y incluent les actes de cyberterrorisme tandis que d'autres n'y placent que la critique politique et sociale par le biais d'actes de piratage informatique.

* **La gestion de la pandémie en Corée du Sud**

Source : Source : The week in Asia, South China Morning Post https://www.scmp.com/week-asia/health-environment/article/3074469/coronavirus-south- korea-cuts-infection-rate-without  
Un article du South China Morning Post, traduit par Conflits.

Le South China Morning Post est l'un des plus anciens journaux d'Asie. Il a été fondé en 1903 à Hong Kong. La marque possède aujourd'hui de nombreux titres de presse et diffuse en Chine continentale, à Hong Kong et dans le reste de l'Asie.

C'est l'un des principaux journaux de langue anglaise de la région, (largement distribué dans les aéroports et à bord des avions dans la région, et les articles sont bien évidemment en anglais)

Par Park Chan-Kyong - 16 mars 2020  
Il a étudié les sciences politiques à l’Université de Séoul et a travaillé pendant 35 ans pour l’AFP (Agence France Presse) en Corée du Sud.

La Corée du Sud est l’un des pays qui a été le plus infecté par le Covid-19 mais aussi celui où le taux de mortalité est le plus faible. Le pays a endigué l’épidémie sans confinement ni mesures coercitives. Une autre voie a été choisie : l’hygiène, la détection systématique des malades, l’information et les soins individualisés.

Le taux d’infection de la Corée du Sud diminue sans que les villes ne soient verrouillées comme en Chine et en Italie. La Corée du Sud comptait 7 513 cas de Covid-19 à la date du lundi 9mars, les infections quotidiennes chutant pour le quatrième jour consécutif.

Les fonctionnaires attribuent cette diminution aux tests de masse, à l’amélioration de la communication publique et à l’utilisation de technologies avancées

La Corée du Sud a connu une diminution constante des nouveaux cas de coronavirus pendant quatre jours consécutifs, bien qu’elle soit l’un des pays les plus touchés en dehors de la Chine, même si l’attention mondiale s’est portée sur les épidémies en Italie et en Iran.

Le pays a connu une moyenne de plus de 500 nouvelles infections par jour au cours des deux dernières semaines, mais vendredi dernier, ce nombre est tombé à 438, puis à 367 samedi et 248 dimanche.

Le président sud-coréen Moon Jae-in a noté lundi la « tendance au ralentissement » des nouvelles infections dans son pays, mais a mis en garde : « Nous ne devons pas du tout nous reposer sur nos lauriers ».

Son point de vue a été souligné par le KCDC, qui a déclaré que parmi les nouveaux patients se trouvaient plus de 60 personnes qui ont été infectées alors qu’elles travaillaient à proximité les unes des autres dans un centre d’appel d’une compagnie d’assurance.

« Le nombre total de nouveaux cas confirmés est en baisse, mais ces cas d’infection massive sont préoccupants », a déclaré le directeur adjoint du KCDC, Kwon Jun-wook.

Une régulation sans confinement et sans coercition

La diminution constante des cas a été attribuée à divers facteurs, notamment les tests de masse, l’amélioration des communications publiques et l’utilisation de la technologie. Les tests approfondis effectués sur les membres de l’église Shincheonji de Jésus, qui était liée à plus de 60 % des cas du pays, a été achevée.

Les responsables sud-coréens ont fait part de leur expérience en matière d’endiguement de l’épidémie, affirmant qu’il est difficile de mettre en œuvre dans une société ouverte les mesures de confinement imposées par la Chine à Wuhan, où l’épidémie a pris naissance.

La Chine a également instauré une stricte distanciation sociale et une surveillance étendue des citoyens et a assuré leur adhésion aux mesures préventives avec des sanctions et des récompenses, ce qui a entraîné une baisse significative du nombre de nouveaux cas.

« Sans porter atteinte au principe d’une société transparente et ouverte, nous recommandons un système de réponse qui associe la participation volontaire du public à des applications créatives de technologies avancées », a déclaré le vice-ministre sud-coréen de la santé, Kim Gang-lip, aux journalistes.

Les mesures conventionnelles et coercitives telles que le verrouillage des zones touchées présentent des inconvénients, a-t-il déclaré, sapant l’esprit de démocratie et aliénant le public qui devrait participer activement aux efforts de prévention. « La participation du public doit être assurée par l’ouverture et la transparence », a-t-il déclaré.

« Pas de masque, pas d’entrée »

La Corée du Sud a été proactive en fournissant à ses citoyens les informations nécessaires pour assurer leur sécurité, notamment en organisant des points de presse deux fois par jour et en envoyant des alertes d’urgence par téléphone portable aux personnes vivant ou travaillant dans les districts où de nouveaux cas ont été confirmés.

Des détails sur les antécédents de voyage des patients confirmés sont également disponibles sur les sites web municipaux, parfois avec des informations sur le lieu de résidence ou l’employeur du patient, ce qui permet de les identifier individuellement, ce qui suscite des inquiétudes quant à la protection de la vie privée.

L’importance du maintien d’une bonne hygiène a également été soulignée. Les Sud-Coréens sortent rarement de chez eux sans porter de masque facial, et de nombreux bâtiments affichent des panneaux indiquant « Pas de masque, pas d’entrée ». Les employés des restaurants et des commerces de détail portent des masques lorsqu’ils servent les clients.

« Je n’aime pas porter un masque. Je n’ai pas pris la peine de porter un masque comme d’habitude lorsque j’ai éternué plusieurs fois dans le métro. Puis d’autres banlieusards m’ont désapprouvé et se sont éloignés de moi. À ce moment-là, j’ai décidé de suivre la tendance et de porter un masque », a déclaré Min Gyeong-wook, un employé de 35 ans.

Des tests quotidiens

La Corée du Sud a également mis en place des mesures créatives, notamment une cinquantaine de stations de test au volant dans tout le pays, où il ne faut que 10 minutes pour effectuer l’ensemble de la procédure. Les résultats des tests sont disponibles en quelques heures. Le coût des tests Covid-19 est prohibitif dans de nombreux pays, mais en Corée du Sud, tous les tests sont gratuits. Le pays est également capable de traiter jusqu’à 15 000 tests de diagnostic par jour, et le nombre total de tests a atteint près de 200 000.

Cette capacité de test a permis au pays d’identifier les patients à un stade précoce et de minimiser les effets néfastes, selon les experts de la santé. Mais cela a également permis à la Corée du Sud d’avoir le deuxième plus grand nombre d’infections confirmées dans le monde après la Chine, bien que celle-ci ait été remplacée par l’Italie cette semaine.

La Corée du Sud a mis en place des « procédures spéciales d’immigration » pour surveiller les arrivées pendant deux semaines sans avoir à interdire l’entrée du pays aux voyageurs entrants.

Les personnes arrivant de Chine, y compris de Hong Kong et de Macao mais à l’exclusion de Taïwan, font vérifier leur température corporelle, tandis que leurs coordonnées nationales sont vérifiées et qu’elles doivent remplir un questionnaire de santé. On leur demande également de télécharger une application d’autodiagnostic sur leur téléphone portable et de se soumettre à une gestion intensive s’ils présentent des symptômes.

Dépister les personnes à risque et les soigner

La Corée du Sud utilise également sa technologie informatique de pointe et ses caméras de surveillance omniprésentes pour suivre les sources d’infection, en identifiant les mouvements des cas confirmés sur la base de leurs transactions par carte de crédit et du suivi des téléphones portables, et en divulguant ces informations pour aider à retrouver ceux qui ont pu entrer en contact avec eux.

Les personnes à risque sont placées en isolement et font l’objet d’une gestion individuelle approfondie par les autorités sanitaires.

Pour faire face à la pénurie de lits d’hôpitaux, le pays a transformé de nombreux centres de formation professionnelle et autres installations publiques en « centres de vie et de traitement » où les patients présentant de légers symptômes du coronavirus sont placés en quarantaine.

Le professeur Kim Woo-joo, de la faculté de médecine de l’université coréenne, a déclaré que le pays avait acquis de l’expérience en traitant des urgences sanitaires antérieures, comme la pandémie de grippe H1N1 de 2009, qui a provoqué environ 750 000 cas et 180 décès en Corée du Sud, et l’épidémie de syndrome respiratoire du Moyen-Orient (SRAS) de 2015, qui a infecté 186 personnes et entraîné au moins 39 décès dans le pays.

« La Corée du Sud a tiré des enseignements précieux de ces épidémies », a déclaré M. Kim. « La sensibilisation du public à la nécessité de l’hygiène individuelle, comme le lavage des mains et le port de masques, a également été grandement renforcée, grâce à l’expérience acquise lors des précédentes épidémies ».

Le pays a par la suite formé des agents de santé pour faire face aux épidémies, en particulier pour tester les infections, suivre et isoler les contacts.

« Il n’y a pas beaucoup de pays dans le monde comme la Corée du Sud qui disposent à la fois des cerveaux et des produits nécessaires pour faire face aux épidémies de virus », a déclaré Hwang Seung- sik, professeur de santé publique à l’université nationale de Séoul.

Aucune mesure de confinement

Malgré ces installations, Kim a déclaré qu’il serait difficile pour une société ouverte comme la Corée du Sud ou d’autres pays de l’OCDE (1), d’appliquer des mesures de confinement comme en Chine.

Cette difficulté a été mise en évidence lorsque Hong Ik-pyo a été contraint de démissionner de son poste de porte-parole du parti démocratique au pouvoir après avoir été critiqué pour ses propos selon lesquels la ville de Daegu, l’épicentre de la récente épidémie, devrait être fermée. Ces remarques sont arrivées à un moment politiquement sensible, avec les élections parlementaires prévues pour le 15 avril.

Kim a mis en garde contre un optimisme prématuré, notant qu’il y a eu de petits groupes d’infections dans certains hôpitaux, appartements, églises et maisons de retraite dans des endroits autres que Daegu, y compris Séoul et la ville voisine de Seongnam City.

Le district de Guro à Séoul a déclaré lundi qu’au moins 46 personnes ont été infectées dans un centre d’appel d’une compagnie d’assurance, où les employés travaillant dans des pièces fermées ne sont pas autorisés à porter des masques pour pouvoir parler clairement au téléphone. Quatre autres cas concernaient des membres de la famille des employés, et 207 personnes travaillant au même étage ont été testées.

« Le meilleur scénario est que le virus meure fin mars. Le pire scénario est que le virus se répande largement dans la zone métropolitaine de Séoul et dans la province de Gyeonggi qui l’entoure », a déclaré M. Kim. Près de la moitié des 51 millions de citoyens sud-coréens vivent dans cette région.

Kim Dong-hyun, président de la Société coréenne d’épidémiologie, a déclaré qu’il est difficile d’empêcher la maladie de Covid-19 de se propager parmi les membres de la communauté, car le partage du virus peut se produire pendant les périodes asymptomatiques. « Les pays devraient prendre des mesures préventives drastiques, même au stade initial de l’apparition du virus », a-t-il ainsi déclaré.

(1) O.C.D.E. : Organisation de Coopération et de Développement Economique (a son siège au Château de la Muette, à Paris, et peut être considérée comme un regroupement de pays riches économiquement très développés)

page4image7578240

